

100MAD / 11€ / 12\$

Novembre 2025 - N°165

# RESAGRO

Le mensuel des décideurs



**AGROALIMENTAIRE**  
DE DUBAI À SHANGHAI, L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE  
MAROCAINE S'IMPOSE

**AGRICULTURE :**  
LE MAROC RÉVISE SON CODE DES INVESTISSEMENTS  
AGRICOLES

**ECONOMIE**  
LA RÈGLE DE TROIS DU PLF 2026 MAROCAIN

**HORECA**  
LE VIRAGE VERS L'IA ET LE PHYGITAL





TÜVNORD

TÜV NORD CERT GmbH

ISO 22000

tuev-nord.de

VENTE D'INGREDIENTS, ADDITIFS, EPICES ET  
ASSAISONNEMENT POUR L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE



*Marinade & Assaisonnement*  
LIQUIDE ET POUDRE POUR  
VOS VIANDES



*Mixs & Ingredients*  
POUR VOTRE CHARCUTERIE ET  
PRODUITS ELABORES



*Bases Culinaires*  
SAUCES ET BASES POUR UN GOUT  
EXCEPTIONNEL



*Aromes Salé &  
Sucré*  
LIQUIDE ET EN POUDRE SELON  
VOTRE UTILISATION



Siège: Lot N° 18, PARC INDUSTRIEL C.F.C.I.M / OULED SALAH BOUSKOURA

TEL:0522-59 25 93 / 86

EMAIL:LACASEMSARL@MENARA.MA/ LACASEM01@MENARA.MA

N° AGREMENT ONSSA: ES.7.46.15 - EC.7.120.16 - SCCL.7.119.16 - CFL.7.125.16

**DIRECTEUR  
DE PUBLICATION**

Alexandre Delalonde

**RÉDACTRICE EN CHEF**

Amina Benzekri

**RÉDACTRICE**

Rita Habchi

Rita.habchi@resagro.com

**DIRECTEUR ARTISTIQUE  
CHEF DE PROJETS WEB**

Mohamed El Allali

**SERVICE COMMERCIAL**

contact@resagro.com

(+212) 529 675 976

(+212) 672 22 76 10

(+212) 672 22 76 58

**CORRESPONDANTE  
FRANCOPHONE**

Dominique Pereda

dpereda@resagro.com

pereda.resagro@gmail.com

**CORRESPONDANTE  
ANGLOPHONE**

Fanny Poun

fanny@resagro.com

**CORRESPONDANTE  
HISPANOPHONE**

Laetitia Saint-Maur

laetitia@resagro.com

**RESPONSABLE  
DISTRIBUTION**

Morad Qerqouri



## ÉDITO

Le temps des ajustements marginaux est révolu. Le royaume marocain s'attaque de front aux défis existentiels de la soutenabilité écologique et de la compétitivité mondiale.

L'article sur la réforme du Code des Investissements Agricoles en est l'illustration la plus frappante. La stratégie « Génération Green » remplace l'ancien modèle de croissance à tout prix par une logique de conditionnalité écologique et sociale. L'eau est désormais un « patrimoine national non négociable ». Les subventions publiques sont inextricablement liées à la sobriété hydrique, favorisant l'irrigation de précision et l'investissement dans le pompage solaire.

Simultanément, le Projet de Loi de Finances 2026 s'inscrit dans cette même doctrine. Il maintient

un niveau d'investissement public historique avec un triple objectif : emploi, compétitivité, et environnement. L'industrie est incitée à la décarbonation, notamment pour se conformer aux exigences européennes du MACF. Il ne s'agit plus de subventionner l'inefficacité, mais d'accompagner la performance et la transition.

Alors que l'économie interne se réorganise autour de l'impératif hydrique, l'offensive à l'international ne faiblit pas.

L'Agroalimentaire marocain confirme son statut d'acteur majeur et compétitif, avec des exportations en croissance notable (+9,1% en 2024). L'axe stratégique est désormais tourné vers l'Est, concrétisé par un accord majeur qui garantira une présence institutionnelle forte à la prochaine édition du China International Import Expo à Shanghai. L'ambition est de consolider la position de hub agro-exportateur du Maroc, notamment vers l'Afrique subsaharienne.

Cette ambition extérieure est alimentée par une transformation interne spectaculaire du secteur de l'HORECA. Face à une clientèle ultra-connectée, le secteur opère un virage radical vers l'Intelligence Artificielle et le concept de « Phygital ». L'expérience physique est fusionnée avec la rapidité du numérique.

Si la transition vers la durabilité et le numérique est lancée, le défi de l'équité reste central. Le PLF 2026 vise l'équité fiscale en intensifiant la lutte contre l'informel par l'élargissement de l'assiette, sans augmenter la pression sur les entreprises déjà formelles. Dans le secteur HORECA, l'effort est mis sur la qualité de l'emploi, avec des incitations pour transformer les contrats précaires en CDI.

En agriculture, l'objectif est de corriger les déséquilibres hérités du passé en plaçant le capital humain et social au cœur de la réforme, notamment via le soutien direct à l'installation des jeunes entrepreneurs et à la structuration des coopératives de femmes rurales.

Le Maroc consolide la garantie de sa souveraineté alimentaire et de sa sécurité pour les décennies à venir. Toutefois, l'efficacité de ces incitations et la concrétisation des simplifications administratives, loin des bureaux de Rabat, restent la clé du succès.

La réussite dépendra de la capacité à transformer ces engagements en un véritable cercle vertueux.

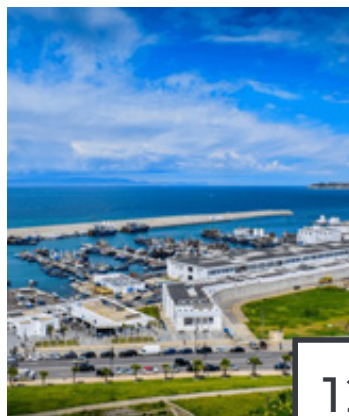
Bonne lecture !

**Compad, agence de communication** BP 20028 Hay Essalam C.P - 20203 - Casablanca / Tél. : (+212) 5 29 675 976 / contact@resagro.com / www.resagro.com / RC :185273 - IF: 1109149 / ISSN du périodique 2028 - 0157 / Date d'attribution de l'ISSN juillet 2009 / Dépôt légal : 0008/2009 / Tous droits réservés.

**Reproduction interdite sauf accord de l'éditeur.**



# SOMMAIRE



12

**03**

**ÉDITO**

**06**

**PÉRISCOPE**

**12**

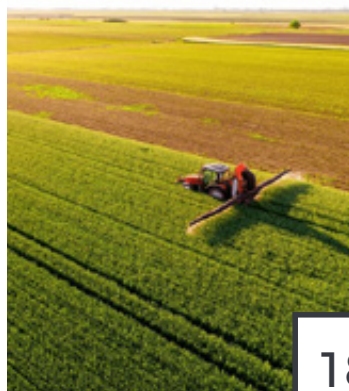
**ECONOMIE**

La règle de trois du PLF 2026  
Marocain

**18**

**AGRICULTURE**

Le Maroc révisé son code des  
investissements agricoles



18

**26**

**AGROALIMENTAIRE**

De Dubai à Shanghai  
l'industrie agroalimentaire  
Marocaine s'impose

**32**

**HORECA**

Le virage vers l'IA et le "Phygital"

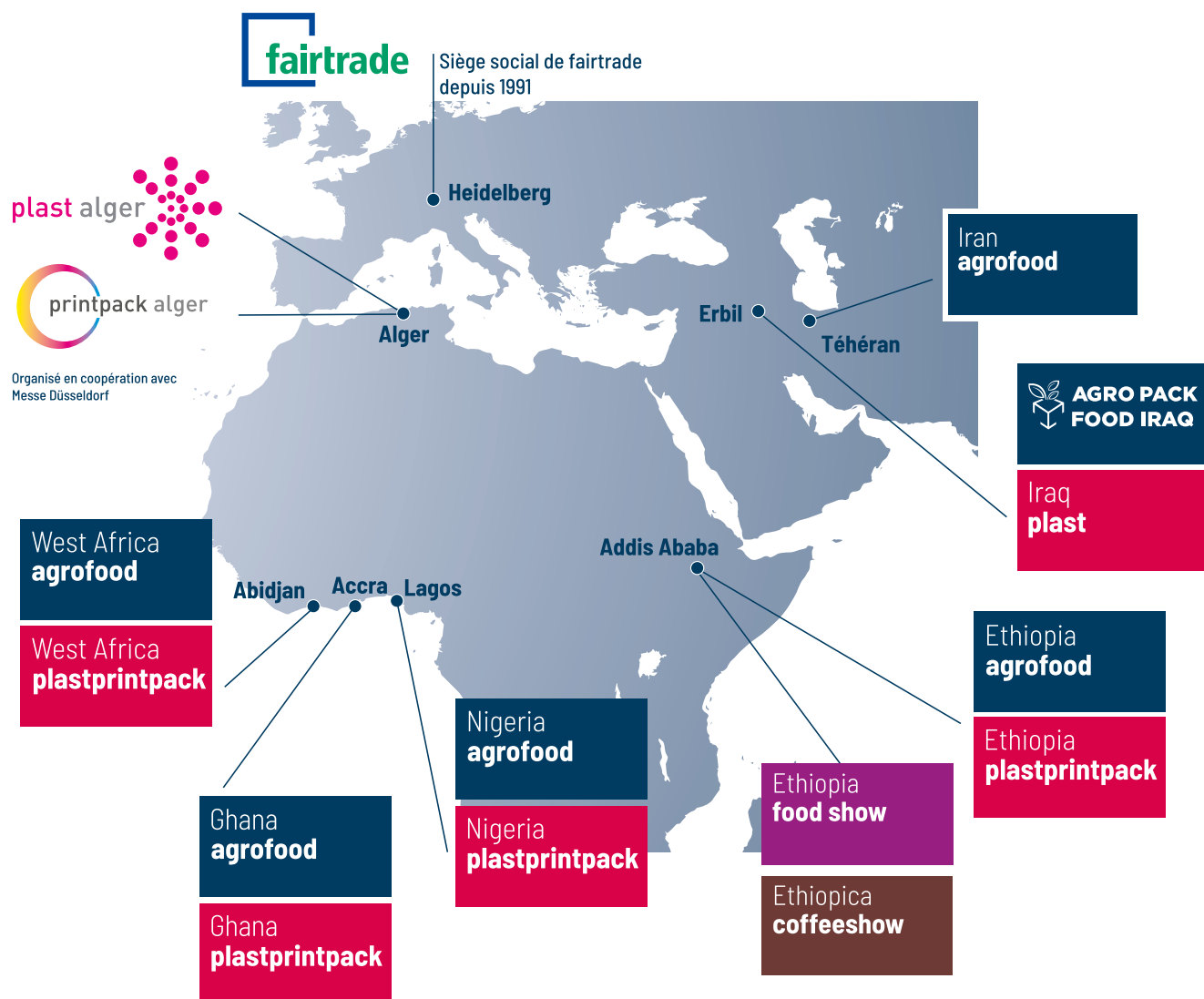


26



32

# Développez votre activité - événements à venir !



**Iran** 19 - 22 mai 2025  
Téhéran  
[www.iran-agrofood.com](http://www.iran-agrofood.com)

**Nigéria** 24 - 26 mars 2026  
Lagos  
[www.agrofood-nigeria.com](http://www.agrofood-nigeria.com)  
[www.ppp-nigeria.com](http://www.ppp-nigeria.com)

**Éthiopie** 19 - 21 juin 2025  
Addis Ababa  
[www.agrofood-ethiopia.com](http://www.agrofood-ethiopia.com)  
[www.ppp-ethiopia.com](http://www.ppp-ethiopia.com)  
[www.ethiopicacoffee.com](http://www.ethiopicacoffee.com)  
[www.ethiopiafoodshow.com](http://www.ethiopiafoodshow.com)

**Algérie** 30 mars - 01 avril 2026  
Alger  
[www.plastalger.com](http://www.plastalger.com)  
[www.printpackalger.com](http://www.printpackalger.com)

**Ghana** 28 - 30 oct. 2025  
Accra  
[www.agrofood-ghana.com](http://www.agrofood-ghana.com)  
[www.ppp-ghana.com](http://www.ppp-ghana.com)

**Afrique de l'Ouest** 08 - 10 oct. 2026  
Abidjan, Côte d'Ivoire  
[www.agrofood-westafrica.com](http://www.agrofood-westafrica.com)  
[www.ppp-westafrica.com](http://www.ppp-westafrica.com)

**Irak** 24 - 27 nov. 2025  
Erbil  
[www.iraq-agrofood.com](http://www.iraq-agrofood.com)  
[www.ppp-iraq.com](http://www.ppp-iraq.com)



## ACHRAF HAKIMI & JAoudA – COPAG : L'UNION DE DEUX ICÔNES MAROCAINES AU SERVICE DE LA JEUNESSE ET DES VALEURS DU PAYS

La star internationale Achraf Hakimi et Jaouda, marque emblématique de COPAG, officialisent un partenariat qui unit deux symboles marocains autour d'une même vision : promouvoir la réussite, la solidarité et la fierté nationale.

Dans ce cadre, Achraf Hakimi devient ambassadeur de la marque Jaouda-COPAG, incarnant ses valeurs d'authenticité, de proximité et d'engagement auprès des jeunes Marocains.

En parallèle, une convention entre la Fondation Achraf Hakimi et COPAG Social vient renforcer cette alliance en lançant des initiatives sportives, éducatives et sociales, traduisant un engagement commun pour la jeunesse marocaine.

Deux figures de réussite unies par les mêmes valeurs

Icône mondiale du football, Achraf Hakimi incarne la détermination et l'excellence marocaines. COPAG - Jaouda, ancrée dans le quotidien des familles depuis des décennies, porte ces mêmes valeurs de travail, de solidarité et de partage. Ensemble, ils symbolisent un Maroc audacieux, généreux et tourné vers l'avenir.

Ce partenariat réunit deux univers complémentaires : celui du sport et de la performance, et celui de l'agriculture coopérative et du lien social. Une alliance qui célèbre ce qui fait la force du pays : le collectif, la persévérance et l'amour du Maroc.

Un partenariat porteur d'espoir avant la CAN 2025

À l'approche de la Coupe d'Afrique des Nations

2025 que le Maroc accueillera du 21 décembre au 18 janvier, cette collaboration résonne comme un hymne à l'unité nationale.

Une campagne nationale signée Jaouda et Achraf Hakimi sera déployée à cette occasion, mettant en lumière les valeurs marocaines : le travail, le partage et la fierté d'appartenir à une même nation.

Un engagement concret pour la jeunesse marocaine

Au-delà de l'image, ce partenariat se traduit par des actions tangibles. À travers la convention entre la Fondation Achraf Hakimi et COPAG Social, plusieurs programmes seront lancés pour faciliter l'accès des jeunes au sport, à l'éducation et aux opportunités de développement personnel.

Cette démarche s'inscrit dans la continuité de la mission historique de COPAG : soutenir les communautés rurales, valoriser les producteurs et promouvoir un modèle de développement solidaire et durable.



## BARRY CALLEBAUT CLÔTURE UNE ANNÉE « DIFFICILE » POUR LE CHOCOLAT



Le géant du cacao a clôturé l'exercice 2024/25 avec une baisse de 6,8 % de son volume de ventes.

« Le dernier exercice fiscal a été caractérisé par une volatilité exceptionnelle et sans précédent sur les marchés du cacao et du chocolat, ce qui a impacté à la fois Barry Callebaut et nos clients », a déclaré Peter Feld , PDG du groupe Barry Callebaut, l'un des leaders mondiaux du chocolat, né en 1996 de la fusion du chocolatier belge Callebaut et de la confiserie française Cacao Barry et dont le siège social est désormais situé à Zurich, en Suisse, de manière quelque peu anticipée, lors de la présentation des résultats de l'exercice complet, l'exercice 2024/25.

L'exercice fiscal s'est clôturé sur une baisse de 6,8 % du volume des ventes, « conforme aux prévisions », avec un recul de 5,3 % pour le chocolat et de 12,8 % pour le cacao. Le communiqué de presse officiel souligne que ces baisses sont principalement dues à l'évolution des comportements des consommateurs, à la diminution de la consommation et à la stratégie adoptée visant à privilégier la rentabilité du secteur du cacao.

Les perspectives font état d'« un objectif clair pour l'exercice financier 2025/26 : réduire l'endettement en dessous de 3,5x la dette nette/EBITDA et préparer un retour à la croissance, le premier semestre étant « toujours sous pression et des améliorations étant attendues au second semestre ».

Le segment mondial du chocolat devrait connaître un recul de volume de l'ordre de 5 %. L'accent mis sur le ROIC dans le segment mondial du cacao devrait entraîner une baisse de volume comprise entre 5 % et 9 %. Par conséquent, les volumes du Groupe devraient diminuer de 3 % à 7 %, en raison de l'évolution des prix des fèves qui influence la priorité accordée à la rentabilité dans le segment mondial du cacao.

Le rapport conclut que la croissance de l'EBIT récurrent devrait se situer entre 2 % et 5 %, avec une croissance à deux chiffres du résultat avant impôt récurrent en monnaies locales.



### **COCA-COLA LANCE LE PROJET “UNITE WETLANDS GUARDIANS” POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE HYDRIQUE AU MAROC**

Le Système Coca-Cola in Morocco annoncent le lancement du projet “Unite Wetlands Guardians”, en coordination avec Living Planet Morocco (LPM) et dirigé par the Global Water Challenge (GWC). Cette initiative vise à restaurer des écosystèmes fragiles et à renforcer la résilience hydrique, tout en répondant aux défis liés à l’eau dans les régions les plus vulnérables au changement climatique, notamment dans le bassin de l’Oum Er-Rbia.



Le bassin de l’Oum Er-Rbia constitue une véritable bouée de sauvetage pour des millions de personnes vivant dans sa région immédiate et au-delà. Deuxième fleuve le plus long du Maroc, il joue un rôle central dans la stratégie nationale de gestion de l’eau, grâce aux transferts hydriques qui approvisionnent les bassins du Tensift et du Bouregreg. Ces transferts permettent d’alimenter en eau de grandes villes comme Casablanca, Settat, Berrechid et Marrakech, soulignant ainsi son importance vitale pour les communautés et le développement régional.

Ce projet s’inscrit dans le cadre de l’Africa Water Stewardship Initiative du système Coca-Cola, lancée en 2024, et s’aligne sur la stratégie mondiale de sécurité hydrique de l’entreprise, qui vise à restituer 100 % de l’eau utilisée dans ses boissons finies. Cet objectif est atteint au travers de projets favorisant les solutions fondées sur la nature, l’accès à l’eau et la préservation des bassins versants.

Avec cette initiative, le système Coca-Cola au Maroc franchit une nouvelle étape ambitieuse pour restaurer des écosystèmes hydriques essentiels, améliorer le bien-être des communautés, optimiser l’irrigation agricole et contribuer à une gestion durable des ressources en eau à long terme.

« Aux côtés de Coca-Cola, Living Planet Morocco et the Global Water Challenge (GWC), nous travaillons à relever certains des défis environnementaux auxquels le Maroc est confronté, avec l’ambition d’apporter un changement concret et durable », a déclaré Farid Benchekroun, Directeur Général De Equatorial Coca-Cola Bottling Company Maroc.

Le projet Unite Wetlands Guardians sera déployé dans six sous-bassins prioritaires de l’Oum Er-Rbia, identifiés pour leur forte vulnérabilité et leur importance stratégique pour la sécurité hydrique du pays. Trois objectifs principaux ont été fixés :

- Restaurer plus de 1 200 hectares de zones humides, afin d’améliorer la santé des bassins versants, revitaliser la biodiversité et renforcer la résilience hydrique régionale.
- Améliorer l’efficacité de l’irrigation dans les zones agricoles clés, pour encourager une utilisation plus durable de l’eau.
- Former et autonomiser plus de 1 500 habitants des communautés rurales à travers des programmes de renforcement des capacités, afin de mieux les préparer aux défis du changement climatique.



### **COSUMAR, ACTEUR CLÉ DU MADE IN MOROCCO INDUSTRIEL ET AGROALIMENTAIRE**

À l'occasion de sa participation à la 3<sup>ème</sup> édition de la Journée Nationale de l'Industrie, sous le thème « Le Made in Morocco, gage de qualité, de compétitivité et levier de développement intégré des territoires », le Groupe COSUMAR réaffirme son engagement historique en faveur de la souveraineté alimentaire du Royaume et de la valorisation du Made in Morocco.



Implanté dans cinq grandes régions avec sept sucreries et deux raffineries, notamment celle de Sidi Bennour entrée en exploitation en 2024 – COSUMAR dispose d'un outil industriel moderne qui assure un approvisionnement stable et continu du marché national, tout en permettant au "Made In Morocco " de rayonner à l'international avec des exportations vers plus de 80 destinations, hors système de subvention.

Au-delà de l'industriel, le Groupe s'appuie sur un modèle d'agrégation agricole qui rassemble 80 000 agriculteurs partenaires. Ce modèle s'inscrit dans le cadre des contrats-programmes conclus entre la filière sucrière et l'État, et s'aligne avec les orientations nationales en matière de souveraineté alimentaire, de développement agricole et de durabilité.

COSUMAR a également digitalisé l'ensemble de la chaîne agricole à travers Attaissir, une plateforme conçue par des compétences marocaines qui pilote le suivi des cultures, la gestion des intrants et la coordination des opérations sur le terrain.

Autour de cette filière gravitent 374 PME spécialisées dans les intrants agricoles, les travaux mécanisés et la logistique de collecte, contribuant pleinement au dynamisme de l'écosystème sucrier. Chaque année, ce sont près de 3 milliards de dirhams que COSUMAR injecte dans le monde rural, renforçant ainsi le développement territorial et la cohésion sociale.

À la suite du lancement officiel du label « Made in Morocco » par le Ministère de l'Industrie et du Commerce, le Groupe COSUMAR salue cette initiative qui valorise la production locale et met en lumière le savoir-faire marocain. COSUMAR, en tant qu'entreprise citoyenne, s'inscrit naturellement dans cette démarche, fidèle à notre vocation de produire au Maroc, avec des ressources marocaines et pour les Marocains.

### **COSUMAR, ACTEUR CLÉ DU MADE IN MOROCCO INDUSTRIEL ET AGROALIMENTAIRE**

À l'occasion de sa participation à la 3<sup>e</sup> édition de la Journée Nationale de l'Industrie, sous le thème « Le Made in Morocco, gage de qualité, de compétitivité et levier de développement intégré des territoires », le Groupe COSUMAR réaffirme son engagement historique en faveur de la souveraineté alimentaire du Royaume et de la valorisation du Made in Morocco.

Implanté dans cinq grandes régions avec sept sucreries et deux raffineries, notamment celle de Sidi Bennour entrée en exploitation en 2024 – COSUMAR dispose d'un outil industriel moderne qui assure un approvisionnement stable et continu du marché national, tout en permettant au "Made In Morocco" de rayonner à l'international avec des exportations vers plus de 80 destinations, hors système de subvention.



Au-delà de l'industriel, le Groupe s'appuie sur un modèle d'agrégation agricole qui rassemble 80 000 agriculteurs partenaires. Ce modèle s'inscrit dans le cadre des contrats-programmes conclus entre la filière sucrière et l'État, et s'aligne avec les orientations nationales en matière de souveraineté alimentaire, de développement agricole et de durabilité.

COSUMAR a également digitalisé l'ensemble de la chaîne agricole à travers Attaissir, une plateforme conçue par des compétences marocaines qui pilote le suivi des cultures, la gestion des intrants et la coordination des opérations sur le terrain.

Autour de cette filière gravitent 374 PME spécialisées dans les intrants agricoles, les travaux mécanisés et la logistique de collecte, contribuant pleinement au dynamisme de l'écosystème sucrier. Chaque année, ce sont près de 3 milliards de dirhams que COSUMAR injecte dans le monde rural, renforçant ainsi le développement territorial et la cohésion sociale.

À la suite du lancement officiel du label « Made in Morocco » par le Ministère de l'Industrie et du Commerce, le Groupe COSUMAR salue cette initiative qui valorise la production locale et met en lumière le savoir-faire marocain. COSUMAR, en tant qu'entreprise citoyenne, s'inscrit naturellement dans cette démarche, fidèle à notre vocation de produire au Maroc, avec des ressources marocaines et pour les Marocains.

### **COSUMAR, ACTEUR CLÉ DU MADE IN MOROCCO INDUSTRIEL ET AGROALIMENTAIRE**

À l'occasion de sa participation à la 3<sup>e</sup> édition de la Journée Nationale de l'Industrie, sous le thème « Le Made in Morocco, gage de qualité, de compétitivité et levier de développement intégré des territoires », le Groupe COSUMAR réaffirme son engagement historique en faveur de la souveraineté alimentaire du Royaume et de la valorisation du Made in Morocco.

Implanté dans cinq grandes régions avec sept sucreries et deux raffineries, notamment celle de Sidi Bennour entrée en exploitation en 2024 – COSUMAR dispose d'un outil industriel moderne qui assure un approvisionnement stable et



continu du marché national, tout en permettant au “Made In Morocco “ de rayonner à l'international avec des exportations vers plus de 80 destinations, hors système de subvention.

Au-delà de l'industriel, le Groupe s'appuie sur un modèle d'agrégation agricole qui rassemble 80 000 agriculteurs partenaires. Ce modèle s'inscrit dans le cadre des contrats-programmes conclus entre la filière sucrière et l'État, et s'aligne avec les orientations nationales en matière de souveraineté alimentaire, de développement agricole et de durabilité.

COSUMAR a également digitalisé l'ensemble de la chaîne agricole à travers Attaissir, une plateforme conçue par des compétences marocaines qui pilote le suivi des cultures, la gestion des intrants et la coordination des opérations sur le terrain.

Autour de cette filière gravitent 374 PME spécialisées dans les intrants agricoles, les travaux mécanisés et la logistique de collecte, contribuant pleinement au dynamisme de l'écosystème sucrier. Chaque année, ce sont près de 3 milliards de dirhams que COSUMAR injecte dans le monde rural, renforçant ainsi le développement territorial et la cohésion sociale.

À la suite du lancement officiel du label « Made in Morocco » par le Ministère de l'Industrie et du Commerce, le Groupe COSUMAR salue cette initiative qui valorise la production locale et met en lumière le savoir-faire marocain. COSUMAR, en tant qu'entreprise citoyenne, s'inscrit naturellement dans cette démarche, fidèle à notre vocation de produire au Maroc, avec des ressources marocaines et pour les Marocains.



# LA RÈGLE DE TROIS DU PLF 2026 MAROCAIN

Le Projet de Loi de Finances (PLF) 2026 marocain est un texte d'arbitrage crucial, visant à maintenir un niveau d'investissement public historique (380 milliards de dirhams) tout en assurant l'équilibre social et la soutenabilité budgétaire. À la tribune du Parlement, le gouvernement a clairement indiqué que "chaque dirham investi doit avoir un triple impact : emploi, compétitivité et environnement". Face au défi de l'eau et à la nécessité d'une équité fiscale accrue, l'industrie manufacturière, l'agriculture et le secteur HORECA sont sommés de s'adapter rapidement à de nouvelles règles, oscillant entre des incitations stratégiques à la décarbonation et des contraintes liées à l'élargissement de l'assiette fiscale.

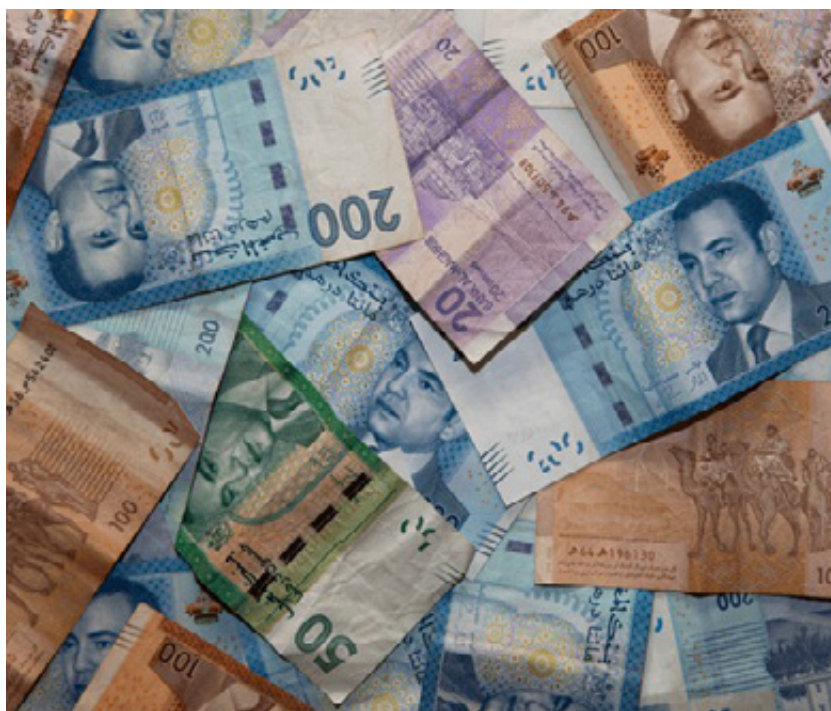




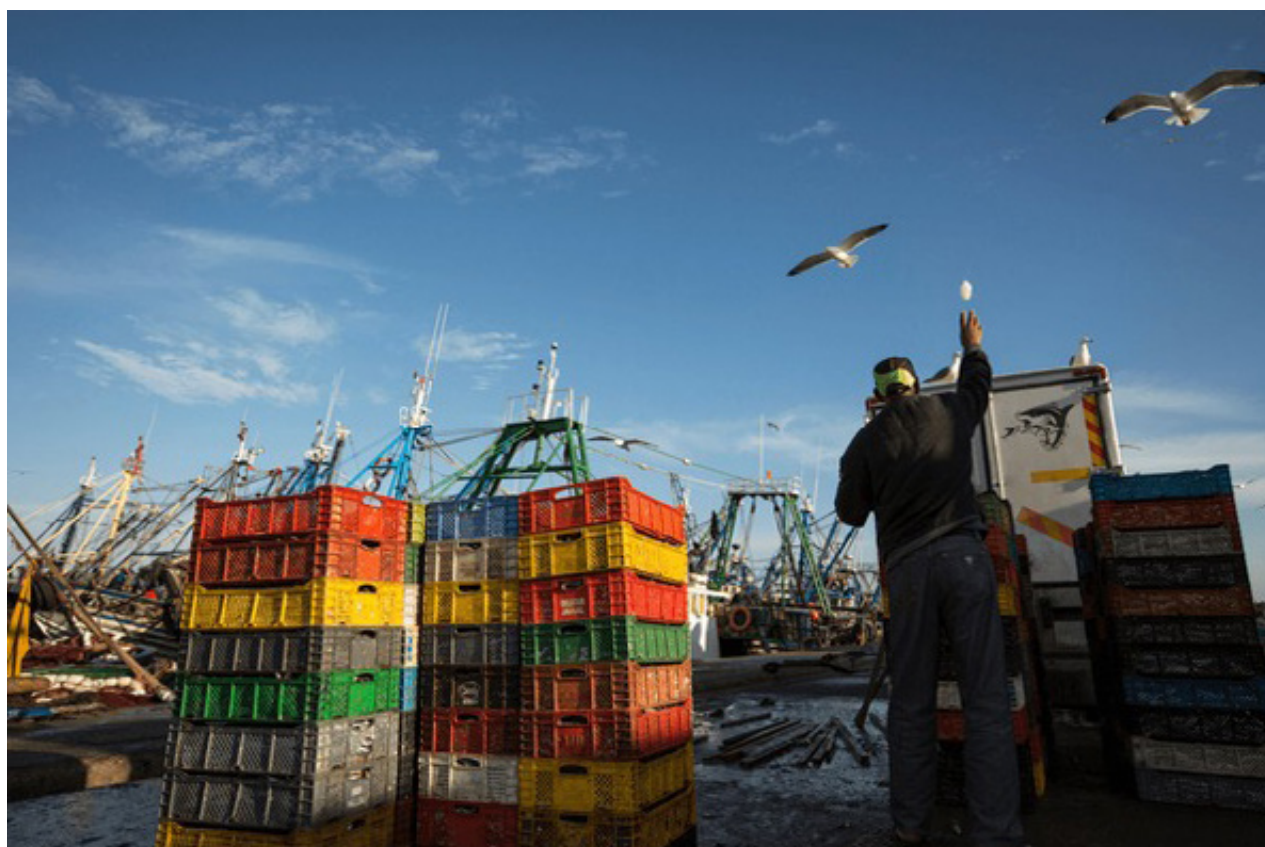


## ECONOMIE

La présentation du PLF 2026 est intervenue dans une ambiance de forte attente, où le ministre des Finances a rappelé que l'objectif principal est d'atteindre le "seuil critique de croissance soutenable pour financer les acquis sociaux". Le budget doit ainsi concilier l'augmentation des dépenses sociales, notamment la généralisation de l'AMO et le soutien direct, et l'impératif de compétitivité des exportations. Pour l'industrie et l'agriculture, qui sont les poumons productifs du pays, le PLF est un outil d'accélération. En Conseil de gouvernement, il a été communiqué que les dispositions du PLF visent à "capitaliser sur les secteurs à fort potentiel d'exportation" tout en sécurisant



la souveraineté alimentaire, stratégiques. confirmant ainsi la dualité des objectifs assignés aux filières







### **LEVIER D'INVESTISSEMENT, DÉCARBONATION ET LOGISTIQUE**

Le PLF 2026 confirme la doctrine de soutien ciblé aux secteurs stratégiques via l'investissement public et les avantages fiscaux, une orientation réaffirmée par Monsieur le ministre de l'Industrie : "Nous ne subventionnons pas l'inefficacité, nous accompagnons la performance et la transition." L'achèvement des mégaprojets d'infrastructure reste une priorité absolue. Des enveloppes importantes sont maintenues pour accélérer les travaux sur les grands ports logistiques, tels que Nador West Med et le complexe Dakhla Atlantique. Monsieur

le ministère du Transport a communiqué que "l'amélioration des temps de transit de 20% est l'objectif des investissements portuaires pour 2026". Concernant l'énergie, les incitations fiscales sont prolongées ou renforcées pour les investissements dans les énergies renouvelables. Madame la ministre de la Transition Énergétique a souligné que l'objectif est d'atteindre "une capacité de production décarbonée en adéquation avec les besoins croissants de l'industrie, notamment pour le marché de l'hydrogène vert dont les premiers projets pilotes doivent être pleinement opérationnels". Cela est indispensable pour aider l'industrie à se conformer aux exigences européennes,

notamment le Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières (MACF).

Quant à la fiscalité directe, les révisions dans les zones d'accélération industrielle (ZAI) ont été clarifiées. L'information communiquée est que les nouveaux avantages seront désormais "strictement conditionnés à l'intensité technologique et à un ratio minimal d'emplois qualifiés", marquant un tournant vers la qualité de l'investissement plutôt que sa seule quantité. Des mesures de simplification des procédures douanières pour l'importation temporaire de matières premières sont également en cours de finalisation, visant à alléger les coûts administratifs pour les

entreprises manufacturières.

### **ÉQUITÉ FISCALE, TRÉSORERIE ET LUTTE CONTRE L'INFORMEL**

L'effort de réforme fiscale se poursuit avec une volonté affichée d'équité, mais introduit des ajustements qui demandent une préparation immédiate des entreprises.

La lutte contre l'informel est intensifiée. Le ministre des Finances a été clair devant la commission parlementaire : "L'équité fiscale passe par l'élargissement de l'assiette, sans augmenter la pression sur les entreprises déjà formelles." L'extension de l'application de la retenue à la source (RAS) sur un éventail plus large de prestations (loyers, services) est le principal outil du PLF 2026. Cette mesure, communiquée comme visant prioritairement à formaliser les transactions, nécessite une adaptation rapide des systèmes comptables des PME.

Le chantier des délais de paiement est également une priorité d'actualité. Le PLF 2026 prévoit non seulement le renforcement des sanctions pour les Établissements et Entreprises Publics (EEP) qui ne respectent pas les délais, mais également un mécanisme de suivi trimestriel des créances d'État, dont les résultats seront communiqués publiquement. Cette transparence, exigée par

la CGEM, vise à améliorer la trésorerie des fournisseurs.

Enfin, la révision de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) continue. Les informations communiquées confirment une intention de simplifier et de rapprocher les taux standard. Le ministère a précisé que les ajustements seront réalisés "de manière progressive et sans incidence inflationniste immédiate sur les produits de première nécessité", ciblant plutôt les biens et services intermédiaires et de luxe.

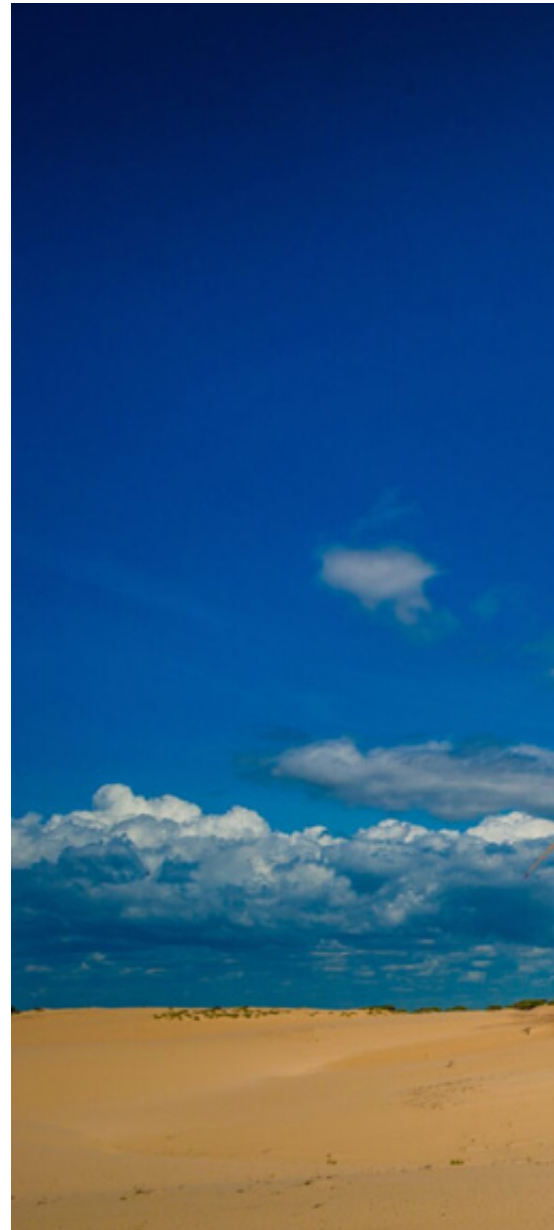
### **DÉFIS DE L'EAU ET SOUTIEN À L'EMPLOI**

L'agriculture, l'agroalimentaire et le tourisme (HORECA) reçoivent une attention spécifique en réponse aux crises récentes : sécheresse et inflation.

Le stress hydrique est au cœur des débats. Monsieur le ministre de l'Agriculture a annoncé que le PLF 2026 alloue des crédits de garantie record pour les grands projets de l'eau. Il a affirmé : "L'eau n'est plus une ressource, c'est une priorité nationale. Nous finançons l'installation de technologies d'irrigation moderne à hauteur de 80% des coûts pour garantir la souveraineté alimentaire." Cela se traduit par le financement accéléré de stations de dessalement et l'extension des périmètres irrigués par le goutte-à-goutte. Par ailleurs, les subventions pour l'assurance multirisque climatique (DIPA) verront leur enveloppe

augmenter pour couvrir un plus grand nombre d'exploitants.

Dans le secteur de l'HORECA, qui a largement dépassé les objectifs de recettes touristiques, le PLF vise la stabilité de l'emploi. Madame la ministre du Tourisme a communiqué que "le maintien d'une TVA compétitive est acquis", mais que l'effort doit porter sur la formalisation et la qualité des emplois. Le PLF introduit





des incitations spécifiques, probablement des allègements de charges sociales temporaires, pour les établissements qui transforment des contrats précaires en CDI dans les métiers en tension. Cette mesure répond directement aux critiques sur la qualité de l'emploi dans le secteur. Le Projet de Loi de Finances 2026 est un document d'action immédiate. Il consacre l'investissement

public et l'alignement sur les standards internationaux dont la décarbonation comme la voie royale vers la croissance. En réplique aux préoccupations des opérateurs, le gouvernement a insisté lors des échanges parlementaires sur la notion de "fiscalité juste" et d'"investissement productif". Le défi majeur pour l'année à venir sera d'assurer l'efficacité de ces

incitations et de gérer les tensions liées à l'élargissement fiscal. La réussite du PLF dépendra, en définitive, de sa capacité à transformer les engagements en un cercle vertueux. Plus de croissance industrielle et agricole, pour plus d'emplois formels, pour un financement pérenne de la protection sociale.



# LE MAROC RÉVISE SON CODE DES INVESTISSEMENTS AGRICOLES

Le Maroc tourne une page majeure de son histoire agricole. Face à la double menace du changement climatique et des inégalités socio-économiques, le Royaume lance une refonte ambitieuse de son code des investissements agricoles. Rompant avec la logique de la croissance à tout prix du Plan Maroc Vert, cette nouvelle stratégie, baptisée "Génération Green", place l'eau, le capital humain et la justice sociale au cœur de ses priorités.



# AGRICULTURE







L'agriculture marocaine, bien au-delà de sa seule fonction économique en tant que premier pourvoyeur d'emplois au niveau national, incarne le socle d'identité et de stabilité profonde du Royaume. Bien que le Code des Investissements Agricoles (CIA), adopté en 1969, ait connu quelques ajustements au fil des décennies, il n'avait paradoxalement jamais fait l'objet d'une révision aussi fondamentale. Ce cadre légal, daté d'un demi-siècle, a certes encadré l'essor spectaculaire

du secteur sous l'impulsion du Plan Maroc Vert (PMV), permettant la modernisation des infrastructures et l'atteinte de gains de productivité remarquables.

Toutefois, les succès de ce modèle ont eu un revers notable. L'approche du PMV a exacerbé les disparités territoriales et sociales, favorisant les grands agrégateurs. Plus lourd encore, la stratégie intensive a conduit à une surexploitation structurelle des ressources en eau.

Aujourd'hui, les défis sont

devenus existentiels, car la pression insoutenable sur les barrages et les nappes phréatiques, exacerbée par l'urgence du changement climatique, impose un arrêt brutal à la dynamique passée. La décision de lancer cette réforme majeure est désormais formalisée par un appel d'offres lancé par la Direction de l'Irrigation et de l'Aménagement de l'Espace Agricole (DIAEA) du Ministère de l'Agriculture au titre de l'exercice budgétaire 2025. Il confirme que la phase de refondation légale





du secteur est lancée, en pleine crise hydrique et au moment où la campagne agricole 2025/2026 démarre sous haute tension.

C'est dans cette optique de survie et de résilience qu'a été élaborée la stratégie "Génération Green 2020-2030", visant à placer l'eau au centre de toute planification. Elle ne cherche pas seulement à consolider les acquis économiques, mais avant tout à corriger les déséquilibres sociaux et écologiques hérités. L'ambition est double, doubler le Produit Intérieur Brut (PIB)

agricole, certes, mais surtout placer l'inclusion économique de la jeunesse rurale, la durabilité environnementale et l'efficacité commerciale des chaînes de valeur au centre des priorités. Par conséquent, la refonte du code des investissements agricoles devient l'outil fondamental de cette transition, visant à opérer un changement profond d'une logique de subvention à l'hectare vers une logique d'investissement conditionnel dans l'humain et la pérennité de la ressource.

### **LA NOUVEAUTÉ DES PILIERS DE L'AIDE PUBLIQUE**

La nouvelle réforme, loin d'être un simple ravalement de façade, est une refonte philosophique qui déplace l'épicentre de l'aide des infrastructures au capital humain. La Priorité au Capital Humain et Social est l'axe le plus novateur et le plus prometteur, marquant une rupture claire avec le passé. Le nouveau code ouvre la porte aux aspirations de la jeunesse rurale. Il met

en place des mécanismes de soutien direct et conditionnel pour l'installation des jeunes entrepreneurs agricoles et à la structuration des coopératives de femmes rurales. L'aide est également massivement orientée vers les femmes rurales, qui jouent un rôle essentiel mais souvent invisible. La réforme leur donne les moyens de l'émancipation économique et sociale en les aidant à structurer leurs coopératives. Ces incitations financières sont dorénavant soumises à des critères d'impact social stricts, assurant que l'argent public contribue directement à l'amélioration du quotidien des populations.

Le second axe structurel est celui du financement ciblé des filières à forte valeur ajoutée, un changement de paradigme qui passe de l'aide à la production de base à l'aide à la valorisation complète. La réforme s'attaque aux deux maillons faibles traditionnels de la chaîne. En amont, l'aide est dédiée à l'adaptation climatique. Elle finance l'acquisition et l'installation de systèmes d'irrigation de précision, la recherche et l'adoption de semences et de cultures résilientes. En aval, l'investissement devient spectaculaire. Le code offre des taux de subvention élevés pour la logistique, les unités de conditionnement et la création de chambres froides. L'objectif principal est de réduire drastiquement les pertes post-récolte, qui grèvent lourdement les marges, et d'augmenter la part de valeur que le Maroc capte

pour lui-même en exportant des produits finis plutôt que des matières premières brutes.

La conditionnalité écologique est le troisième pilier, et sans doute le plus crucial pour l'avenir. Le gouvernement reconnaît solennellement que l'eau est un patrimoine national, non négociable. Les subventions publiques sont désormais inextricablement liées à l'impératif de sobriété hydrique. Les projets d'irrigation qui menacent les nappes phréatiques, ou qui ne s'alignent pas sur les plans régionaux de gestion de l'eau, seront exclus d'office des aides. Inversement, l'État met en place un soutien exceptionnel aux investissements qui protègent la ressource. Cela concerne l'installation massive de pompage solaire, ainsi que le financement d'infrastructures de collecte des eaux pluviales et de réutilisation des eaux usées traitées. C'est un message politique fort, l'investissement agricole est désormais subordonné à l'impératif écologique.

### **MOBILISER LES CAPITAUX ET STRUCTURER L'AGRÉGATION**

La "Génération Green" ne peut réussir sans une base large et stable d'agriculteurs prospères. Elle repose sur le mariage harmonieux entre l'État régulateur, les capitaux privés et, surtout, les familles paysannes. Le rôle central des PME agricoles et de la classe moyenne est au cœur de la stratégie d'inclusion. Des



taux de subvention avantageux leur sont spécifiquement réservés pour qu'elles puissent investir dans des équipements modernes. L'agrégation, ce modèle coopératif où les petites parcelles s'unissent autour d'une entité de valorisation plus forte, est considérée comme la solution pour surmonter la fragmentation du foncier et garantir des





débouchés commerciaux stables et rémunérateurs. Des contrats-programmes clairs entre l'État et les agrégateurs définissent les obligations sociales et écologiques, garantissant une meilleure distribution de la valeur.

La mobilisation des capitaux privés et étrangers est essentielle pour soutenir

l'ampleur des investissements requis. La réforme vise à rassurer et à séduire les investisseurs domestiques et internationaux. Elle simplifie de manière draconienne les procédures administratives, réduit les délais de réponse, et surtout, offre des garanties d'État renforcées pour les financements bancaires. L'objectif est d'assurer que les

investissements soient massifs et se traduisent par la création d'emplois stables, y compris dans les bassins ruraux qui connaissent traditionnellement des difficultés socio-économiques.

L'importance cruciale du foncier est un volet que la réforme traite avec fermeté. La question des terres collectives, ou "Melk", a longtemps été une source de



blocage et d'investissement. La réforme met en place des procédures accélérées pour la mobilisation et la location de ces terres, appartenant au domaine privé de l'État, spécifiquement au profit des jeunes porteurs de projets agricoles ou des structures d'agrégation. Ce déverrouillage foncier est un levier puissant pour débloquer les projets à grande échelle et pour permettre une restructuration ordonnée des parcelles.

### **SÉCURITÉ HYDRIQUE ET DÉFIS DE LA MISE EN ŒUVRE**

Malgré l'élan et l'optimisme qui entourent l'adoption de ce nouveau code, la réforme fait face à des défis titanesques qui nécessitent une vigilance de tous les instants. Le principal d'entre eux reste la sécurité hydrique, une menace qui ne peut être contournée. Les vagues de sécheresse successives et les niveaux historiquement bas des barrages exigent que l'application de la conditionnalité écologique soit non seulement rigoureuse, mais implacable. L'actualité récente a vu le gouvernement accélérer l'exécution des chantiers de dessalement d'eau de mer, notamment la méga-station de Casablanca, et l'achèvement des projets de connexions hydrauliques inter-bassins, reconnaissant que ces infrastructures sont désormais une question de survie nationale et non plus seulement de développement.

Un autre défi, tout aussi crucial, réside dans la mise en œuvre

effective et la gouvernance. L'étude de refonte doit impérativement proposer un cadre légal solide pour assurer l'efficacité. L'annonce de simplification administrative doit se concrétiser sur le terrain, loin des bureaux de Rabat. L'efficacité des guichets uniques régionaux et la transparence dans le processus d'octroi des subventions sont vitales pour prévenir toute forme de bureaucratie excessive ou de favoritisme. Le défi actuel est de s'assurer que les nouveaux Centres de Service Agricole (CSA) en régions, censés être le point de contact unique pour les petits agriculteurs, disposent des ressources et de l'autonomie nécessaires pour garantir un traitement équitable et rapide des dossiers de subventions. Il est absolument essentiel que l'information technique et financière atteigne, sans distorsion, le petit agriculteur isolé, souvent le plus vulnérable et le moins informé. Le succès de la "Génération Green" se mesurera à la capacité de l'administration à être au service de l'homme et de la terre, et non l'inverse.

### **VISION LONG TERME ET PROMESSE DE RÉSILIENCE**

Malgré ces incertitudes et ces difficultés, la vision à long terme est un engagement historique qui dépasse l'horizon 2030. Cette réforme est un pari stratégique sur l'avenir, visant à ancrer définitivement l'autosuffisance alimentaire du Royaume et à renforcer sa réputation



internationale. En se focalisant sur la résilience climatique, l'innovation et le capital humain, le Maroc prépare son agriculture à devenir un modèle d'adaptation en Afrique. L'objectif final n'est pas seulement de produire pour consommer, mais d'exporter des produits marocains labellisés qui incarnent la qualité, la traçabilité et, désormais, la durabilité écologique.



La révolution verte née de la nécessité est une obligation morale et économique. La refonte du code marocain des investissements agricoles, dont l'étude est l'actualité du moment, transcende le simple ajustement budgétaire; c'est un acte de refondation qui place le citoyen et l'environnement au cœur du développement rural. Elle parachève la transition

d'une agriculture qui se mesurait à la quantité produite à une agriculture qui se mesure à la qualité de vie qu'elle génère et à sa capacité à perdurer. Les mois et années à venir seront cruciaux pour juger si l'injection massive d'aide conditionnée et l'accélération des grands travaux hydrauliques permettent effectivement de stabiliser le secteur face à l'hostilité

climatique croissante. En préservant son eau, en formant sa jeunesse et en garantissant une terre fertile et équitable, le Maroc consolide la garantie de sa souveraineté et de sa sécurité alimentaire pour les décennies à venir. C'est l'héritage que la "Génération Green" souhaite léguer aux générations futures.



## DE DUBAI À SHANGHAI

### L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE MAROCAINE S'IMPOSE

L'agro-industrie marocaine s'affirme comme un acteur majeur et compétitif sur la scène internationale. Les exportations ont atteint de nouveaux sommets en 2025, portées par la diversification réussie vers l'Asie et l'Amérique du Nord, notamment grâce à la success story des fruits rouges et des produits de la mer. L'année est marquée par une intensification des efforts de promotion et la concrétisation de partenariats structurants à l'Est, confirmant l'ascension fulgurante du « Made in Morocco » de l'Orient à l'Extrême-Orient.





AGROALIMENTAIRE



## AGROALIMENTAIRE

L'industrie agroalimentaire marocaine clôture l'année 2025 sur un bilan exceptionnel, confirmant sa résilience et son ambition globale. Tiré par une croissance notable de +9,1% des exportations du secteur en 2024 selon les dernières données de l'Office des Changes, le Royaume déploie une stratégie offensive et structurée pour diversifier ses marchés. Cette dynamique est visible à travers une participation accrue aux salons internationaux, des partenariats stratégiques majeurs en Asie, et un engagement ferme à renforcer sa position de hub agro-exportateur. Le "Made in Morocco" s'impose, notamment

pour ses produits à forte valeur ajoutée et ses conserves de haute qualité.

C'est dans ce contexte que l'accent stratégique est mis sur l'Asie, avec, en ligne de mire, la consolidation du Moyen-Orient et la pénétration décisive du marché chinois.

### **L'AXE STRATÉGIQUE DUBAI-SHANGHAI**

L'expansion vers l'Asie est désormais la priorité de l'agro-industrie marocaine, s'appuyant sur des plateformes d'exposition de premier plan et des accords bilatéraux décisifs.

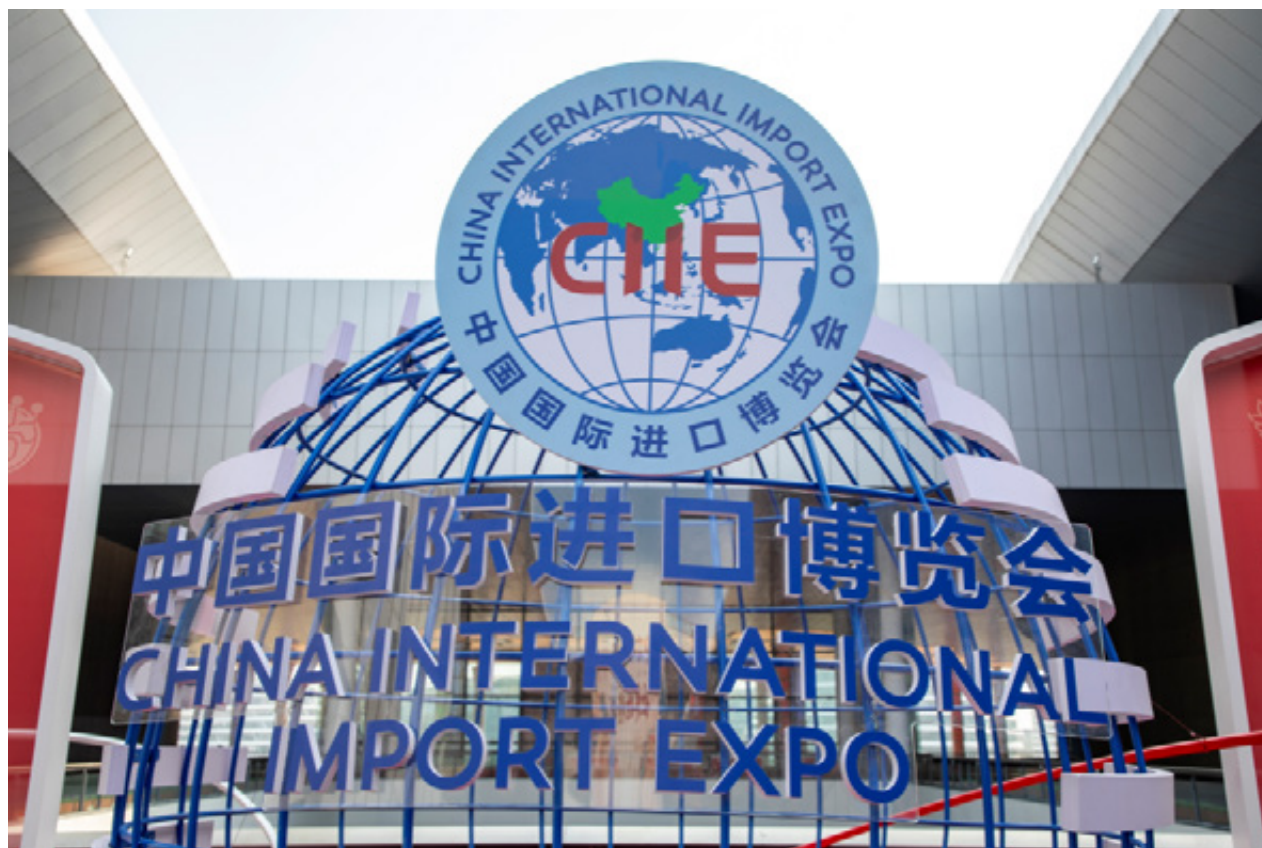
La participation marocaine au

Gulfood de Dubaï a une nouvelle fois servi de tremplin pour les exportateurs. Le Moyen-Orient reste un marché stable et rémunérateur pour les produits marocains, notamment les produits de la mer et les produits du terroir (huile d'olive, huile d'argan). Le salon émirati permet aux entreprises nationales de consolider leur réseau et de présenter leur capacité à répondre aux standards internationaux de qualité et de traçabilité, préparant le terrain pour les marchés encore plus exigeants d'Asie de l'Est.

C'est la Chine qui symbolise l'avancée majeure de l'année. L'événement le plus significatif







## AGROALIMENTAIRE

est la formalisation de la pénétration de son marché. Récemment, Morocco Foodex a signé à Casablanca un partenariat avec le Bureau Organisateur du China International Import Expo (CIIE). Cet accord majeur garantit une présence institutionnelle et commerciale forte du Maroc à la prochaine édition du CIIE à Shanghai en novembre 2025. Le CIIE, le plus grand salon d'importation au monde, est la porte d'entrée essentielle vers les milliards de consommateurs chinois, ouvrant des perspectives inédites pour les agrumes, les dattes et les produits de la mer transformés du Royaume.

Ainsi, cette stratégie de diversification porte ses fruits bien au-delà de l'Asie. Les exportations continuent de progresser aux États-Unis, tirées par la demande en produits de conserves. Simultanément, la consolidation de la présence en Afrique du Sud est vue comme un levier pour structurer les chaînes d'approvisionnement vers l'Afrique subsaharienne, un continent où le Maroc entend conforter sa position de leader.

### **LE MAROC, HUB INCONTOURNABLE DE L'AGROALIMENTAIRE AFRICAIN**

Fort de son expérience internationale, le Royaume conforte son statut de plateforme régionale et multiplie les initiatives pour intensifier les

échanges commerciaux Sud-Sud. La Fédération Nationale de l'Agroalimentaire (FENAGRI) s'est mobilisée en organisant son Agro Export Day en novembre 2025. Axé sur la compétitivité et la logistique internationale, cet événement a permis de réunir les professionnels pour des ateliers sur les normes d'exportation et des rencontres B2B intensives. L'objectif était de sensibiliser les PME à l'importance du marketing de marque et de l'innovation pour réussir sur des marchés plus complexes, notamment en Afrique.

En parallèle, les missions B2B avec le continent se multiplient, ciblant stratégiquement l'Afrique de l'Ouest et de l'Est. Ces missions sont cruciales pour établir des contacts directs avec les centrales d'achat africaines et pour garantir une meilleure distribution des produits marocains transformés. L'Africa Food Show, tenu récemment à Casablanca, a réuni l'écosystème africain de l'alimentation, soulignant la volonté du Maroc de co-construire une souveraineté alimentaire continentale. Toutes ces initiatives confirment la priorité accordée à l'intégration des chaînes de valeur en Afrique et ouvrent la voie à une nouvelle phase d'ambition mondiale.

### **PROJECTIONS ET CONFIRMATION DE L'AMBITION MONDIALE**

L'industrie agroalimentaire marocaine maintient le cap sur l'excellence et l'innovation pour sécuriser sa croissance future.

Les efforts d'investissement dans l'innovation et la qualité sont reconnus, comme en témoignent les prix sectoriels décernés aux exportateurs les plus performants. Néanmoins,





## AGROALIMENTAIRE

le secteur doit relever des défis persistants liés à la gestion des ressources hydriques et à la fluctuation des coûts de transport. La réponse passe par la valorisation accrue des produits agricoles avec moins de vrac et plus de transformation, ainsi que par la modernisation de l'outil industriel pour gagner

en compétitivité.

C'est d'ailleurs l'organisation du Food Show 2026 qui présentera l'aboutissement de cette ambition. Prévu pour être une vitrine majeure, cet événement futur aura pour objectif de présenter les progrès réalisés en termes de durabilité, de traçabilité et de technologie

alimentaire. Il s'agira de la plateforme idéale pour conclure de nouveaux partenariats mondiaux et de réaffirmer la position du Maroc comme une source fiable et de qualité pour l'approvisionnement agroalimentaire mondial.



## LE VIRAGE VERS L'IA ET LE "PHYGITAL"

Poussé par une clientèle de plus en plus connectée et des impératifs d'efficacité post-pandémie, le secteur de l'Hôtellerie, de la Restauration et des Cafés au Maroc vit une transformation accélérée. Dépassant la simple utilisation du Wi-Fi ou du QR code, cette révolution s'ancre désormais dans l'Intelligence Artificielle et le concept de "Phygital". Poussés par l'efficacité opérationnelle et les attentes d'une clientèle marocaine ultra-connectée, les professionnels cherchent à fusionner l'expérience physique de la table avec la rapidité et la personnalisation du numérique, redéfinissant ainsi les standards du service.







HORECA

McD

ORDER  
HERE



ORDER  
HERE



PICK UP HERE



L'économie marocaine, en particulier dans ses secteurs clés, exige aujourd'hui que l'Horeca modernise ses infrastructures. Cette nécessité est double, elle répond à la demande d'immédiateté d'une population jeune et utilise les avancées technologiques pour optimiser les marges face à la concurrence. Si les groupes internationaux ont été les précurseurs en important des solutions éprouvées, l'innovation est également portée par des acteurs locaux. L'essor spectaculaire de la livraison en ligne, dominé par des plateformes majeures, a standardisé l'usage des outils numériques, forçant même les petits établissements à s'équiper de systèmes de gestion performants pour ne pas être marginalisés par cette nouvelle ère de consommation.

### **L'IMPÉRATIF DE L'EXPÉRIENCE CLIENT "PHYGITALE"**

Au cœur de cette révolution se trouve le concept de "Phygital", l'intégration fluide de l'expérience physique et digitale. Pour les établissements marocains, il s'agit de rendre le parcours client le plus rapide et le plus personnalisé possible. L'adoption des bornes de commande autonomes s'accélère notamment dans les points de vente à fort trafic des franchises de restauration rapide, à l'image des grandes enseignes de fast-



food à Casablanca et Rabat, libérant le personnel de la prise de commande pour le concentrer sur la qualité de l'accueil et du service. Simultanément, la généralisation des applications mobiles et des plateformes de commande en ligne, souvent connectées à des systèmes de gestion internes, permet au client de réserver, de commander et de payer directement depuis son smartphone. Les plateformes de livraison, Kooul et Done par exemple, sont devenues un

partenaire essentiel, mais de plus en plus de restaurants investissent dans leurs propres systèmes de commande via WhatsApp Business ou des liens directs pour mieux maîtriser la relation client et les marges. Cette fluidité s'avère indispensable pour satisfaire une clientèle habituée à l'immédiateté et désireuse de minimiser les temps d'attente.

Cette tendance est amplifiée par l'évolution des services d'hébergement. Les grands



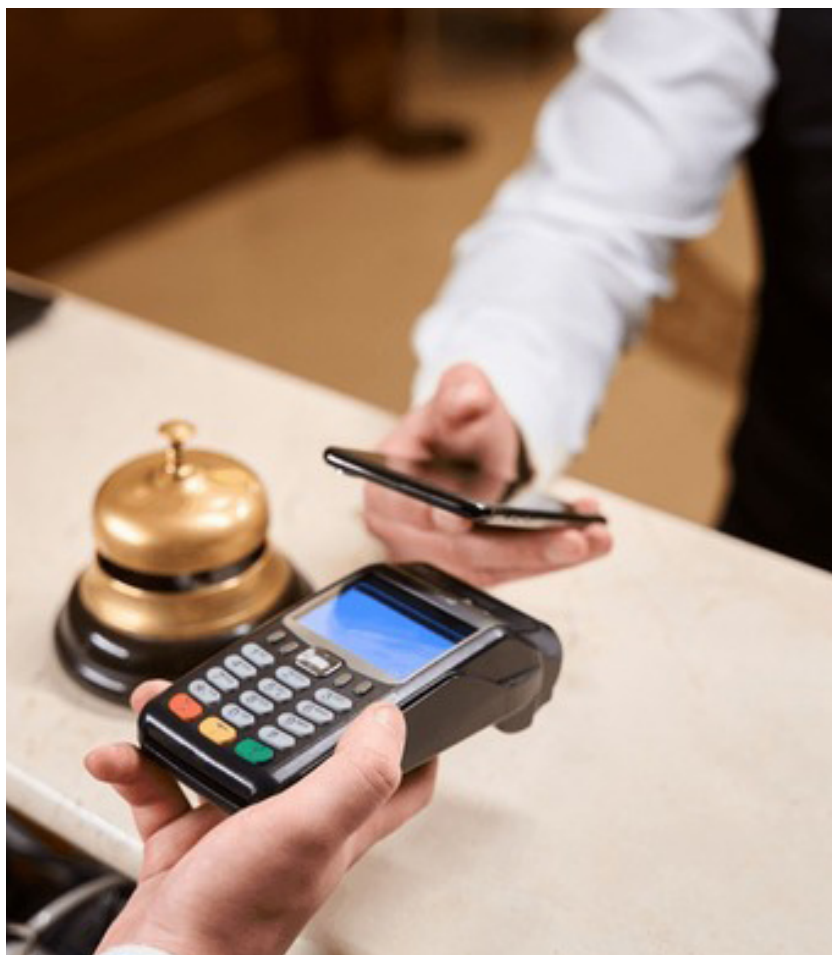


groupes hôteliers présents au Maroc tels que ceux sous la bannière Accor, Hilton ou Marriott, intègrent l'enregistrement mobile et les clés numériques via application. Ces innovations transforment la chambre d'hôtel en un espace connecté, où le client peut contrôler la domotique ou commander le service en chambre directement depuis son appareil, illustrant parfaitement la fusion entre l'espace physique et les outils numériques.

### **L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE AU SERVICE DE LA PERFORMANCE GLOBALE**

L'impact le plus stratégique de la digitalisation se trouve dans le back-office. Les professionnels de l'Horeca marocain se tournent vers l'IA pour améliorer leur rentabilité et la qualité de leur service de manière indirecte. Des algorithmes sophistiqués sont déployés pour analyser les

données de vente historiques et les facteurs externes afin de prédire avec précision la demande future. Cette prévision permet d'ajuster les commandes de matières premières et de réduire drastiquement le gaspillage alimentaire, un enjeu économique et environnemental majeur. Certaines grandes chaînes hôtelières, soucieuses de la gestion de leurs buffets et de leurs Room Services, testent déjà des outils d'analyse prédictive. Cette stratégie permet de



maximiser le revenu en temps réel face à la concurrence.

Côté service, l'IA alimente les chatbots utilisés par les grands groupes hôteliers pour automatiser la gestion des requêtes courantes et garantir une réponse immédiate 24h/24. De plus, l'IA d'analyse de texte ou text mining est mobilisée





pour parcourir les milliers d'avis clients en ligne sur Booking, TripAdvisor, etc, permettant aux établissements d'identifier et de corriger rapidement les problèmes opérationnels soulevés, transformant ainsi l'e-réputation en un outil de pilotage qualité.

De plus, l'IA facilite la gestion des ressources humaines, en optimisant les plannings et les affectations de personnel en fonction des pics d'activité anticipés, garantissant une meilleure

productivité et une juste répartition de la charge de travail pour les équipes, une réalité de plus en plus visible avec l'adoption de logiciels de gestion intégrés (ERP) modernes.

## **LES DÉFIS DE L'INCLUSION ET LE RÔLE DES ACTEURS LOCAUX**

Si la course à la digitalisation est lancée, elle présente des défis majeurs, notamment l'inclusion

## HORECA

des petites et moyennes entreprises (PME) et la nécessité de financements. Le coût d'acquisition des technologies et la formation du personnel restent des obstacles importants pour le petit restaurateur indépendant. Face à ces difficultés, l'innovation est portée par des acteurs technologiques marocains. Des entreprises comme LaCaisse.ma ont développé des systèmes de caisse et de gestion de stock

spécifiquement adaptés aux réalités du marché marocain, prenant en charge la complexité du traitement comptable et la conformité avec la Direction Générale des Impôts (DGI). Ces solutions, souvent plus abordables et centrées sur l'utilisateur local, sont la clé pour combler le fossé digital.

Le secteur est soutenu par des initiatives gouvernementales comme le programme Go

Siyaha, dont l'un des volets majeurs est le financement de la modernisation et de la digitalisation des établissements touristiques et de restauration classée. Ce soutien institutionnel est essentiel pour aider les professionnels à franchir le cap de l'investissement initial, garantissant que la révolution numérique profite à l'ensemble du secteur Horeca marocain.







West Africa Industrialisation,  
Manufacturing & Trade  
Summit & Exhibition

3 - 5 March 2026  
Landmark Centre | Lagos | Nigeria



## Accelerating West Africa's Sustainable Industrial Revolution for Economic Prosperity

**15+**  
Ministers

**70+**  
Global Speakers

**500+**  
Delegates

**250+**  
Exhibiting Companies

**2,500+**  
Attendees



**Get in touch to learn  
more about participating  
and attending**

Exhibition &  
Sponsorship Sales

**Tiwalade Toki**

+234 701 686 2503

Speaker, Programme  
& Partnership Enquiries

**Wemimo Oyelana**

+234 809 357 2101

[info@westafricaimt.com](mailto:info@westafricaimt.com)

With Thanks to our 2026 Sponsors to Date

Diamond Sponsor



Platinum Sponsors



Gold Sponsors



Silver Sponsor



With Thanks to our 2026 Partners to Date



#WestAfricaIMT | [www.westafricaimt.com](http://www.westafricaimt.com)

Brought to you by  
**dmg::events**  
NIGERIA



# ÉNERGIE VERTE RÉNOUVELABLES



Crédit Agricole du Maroc, Société Anonyme à Directoire et à Conseil de Surveillance, au capital de 4.645.081.200 dirhams - RC Rabat 58.873 - IF n° 03301185 - Siège social : Place des Alaouites BP 49-10.000 Rabat. Tél : (212) 05 37 20 82 19 à 26 - Site web : [www.creditagricole.ma](http://www.creditagricole.ma)



@ www.creditagricole.ma  
f CreditAgricoleduMaroc  
creditagricolemaroc  
in credit-agricole-du-maroc  
creditagricoledumaroc